

BANO

Base d'Adresses Nationale Ouverte

...de BANO à BANO²

etalab^{gouv.fr}

Christian Quest – christian.quest@modernisation.gouv.fr

Où en est-on ?

- Rapport 2002 du CNIG
 - Beaucoup de préconisations toujours pas en place 12 ans plus tard !
 - exemple : « *les points géographiques des adresses auront un identifiant stable* »
- Rapport 2012 de l'Afigéo
 - « *utilisation libre de droits* » on parle d'opendata...

État des lieux des adresses en France

- De trop nombreux silos publics
 - La Poste (3 bases nationales)
 - IGN
 - DGFIP
 - INSEE
 - SDIS
 - Collectivités locales (EPCI, Communes, etc)
 - opérateurs divers (télécom, ErdF/GrdF)
 - etc...

- Aucun véritable registre clé maintenu à la source

Un problème ancien...

- Rapport Lengagne (1999) :

« L'absence d'une référence nationale conduit à la multiplication des bases de données d'adressage chacune entachée d'erreurs. Chaque administration, chaque collectivité locale, chaque entreprise consacre à la vérification et à la correction de ces informations des efforts considérables qui pourraient, certainement, être employés de façon plus utile. »

- Rapport Afigéo (2012) :

« La réutilisation de la donnée Adresse est un enjeu majeur de l'action publique à l'ère numérique. »

Où en est-on ?

- Rapport 2002 du CNIG
 - Beaucoup de préconisations toujours pas en place 12 ans plus tard !
 - exemple : « *les points géographiques des adresses auront un identifiant stable* »
- Rapport 2012 de l'Afigéo
 - « *utilisation libre de droits* » on parle d'opendata...

Stratégie numérique de l'État



Premier ministre

SECRETARIAT D'ÉTAT
CHARGÉ DE
LA RÉFORME
DE L'ÉTAT ET
DE LA SIMPLIFICATION

LES DONNÉES D'ADRESSES REPRÉSENTENT UNE INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE ET CRITIQUE.

A l'ère numérique, les données d'adresses sont un référentiel essentiel et un fichier pivot : associer précisément des coordonnées géographiques (longitude/latitude) à une adresse permet en effet de multiples applications et services, et des gains d'efficacité importants pour des entreprises ou des administrations, qui optimisent ainsi leurs opérations.

Les données d'adresses géolocalisées sont par ailleurs essentielles à de nombreux services sociaux, tels que les secours (pompiers, SAMU...).

La disponibilité d'une base d'adresses ouverte est donc porteuse d'externalités positives importantes, tant économiques que sociales. Au Danemark, la constitution d'une base nationale d'adresses a permis 63 millions d'euros d'économies nettes directes sur sept ans. Toutefois, la constitution d'une telle base rencontre traditionnellement deux obstacles : le morcellement de l'information et l'obsolescence rapide. En France, comme dans de nombreux pays, les données d'adresses sont morcelées entre plusieurs bases, constituées et exploitées en silo. D'autre part, et c'est la nature même de l'information géographique, le terrain est mouvant et les fichiers sont rapidement obsolètes.

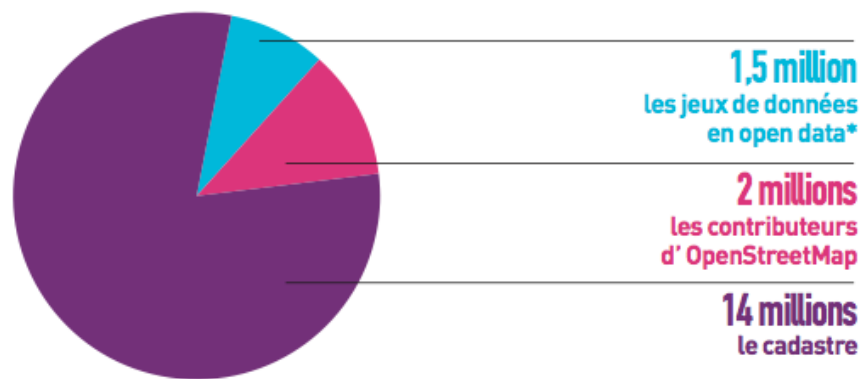
Extrait du dossier de presse du 17 septembre 2014
suite à la communication sur le numérique du Secrétaire d'État
Thierry Mandon au conseil des ministres.

LE PROJET BANO

Depuis cet été, Etalab apporte son soutien au projet **Base d'adresses nationale ouverte** (« BANO ») initié par OpenStreetMap France : ce projet désigne la **constitution collaborative d'une base d'adresses composite à partir des meilleures sources disponibles et libres.**



90%
de la population
couverte



15 millions
d'adresses diffusées issues
de trois sources

1,5 million
les jeux de données
en open data*

2 millions
les contributeurs
d' OpenStreetMap

14 millions
le cadastre

UNE AMBITIEUSE POLITIQUE DE LA DONNÉE

3.1

**La France s'engage
au sein du Partenariat
pour le Gouvernement ouvert**

page 07

3.2

**Un Administrateur Général
des données en France**

page 08

3.3

**Le soutien de l'État
au projet de Base d'adresses
nationale ouvertes (« BANO ») initié
par OpenStreetMap France**

page 09

3.4

**Open data :
Data.gouv.fr continue d'évoluer**

page 10

3.5

**Open data :
exemples d'ouvertures de données
depuis le début de l'année**

page 12

Extrait du dossier de presse du 17 septembre 2014
suite à la communication sur le numérique du Secrétaire d'État
Thierry Mandon au conseil des ministres.

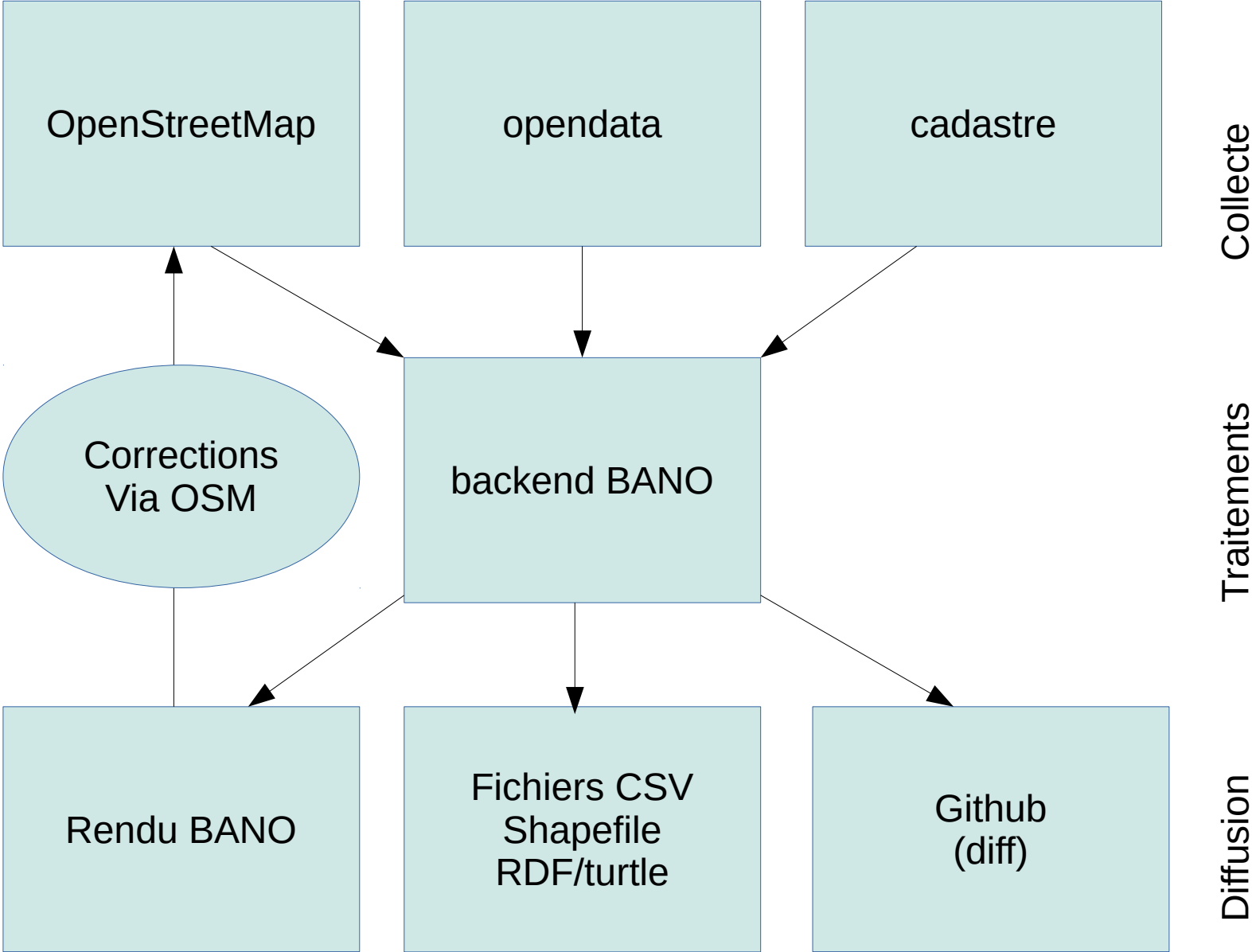
BANO : les données actuelles

- 15,2 millions d'adresses disponibles (à la plaque)
 - 75 % cadastre
 - 10 % opendata
 - 15 % OpenStreetMap

→ Identifiant unique basé sur INSEE/FANTOIR, ex :

050230530K-1,1,Rue Marius Chancel,05100,Briançon,C+O,44.899055,6.640046
050230530K-2,2,Rue Marius Chancel,05100,Briançon,C+O,44.899508,6.639983
- Fichiers téléchargeables (data.gouv.fr) :
 - Format CSV
 - shapefile
 - RDF (turtle) pour le web sémantique, conforme W3C-ISA-INSPIRE

BANO : fonctionnement actuel



BANO² : nouvelle startup d'État

- Plateforme ouverte (objectif à 6 mois)
 - API de gestion ouverte (restFull/CRUD)
 - Guichet web collaboratif
 - API de diffusion : abonnements aux flux de modifications
 - API de géocodage / autocomplétion : exploitation des données
- Développement ouvert : 1,5 ETP (agiles) dédiés au projet
 - Un coordinateur
 - Un développeur
 - *Ouvert aux contributions collaboratives ! (code sur github)*

La feuille de route

- Sécurisation des partenariats nationaux
 - *DGFIP, IGN, La Poste, etc*
- Prises de contacts et établissement des partenariats locaux
 - *CR, CG, IDG, EPCI, communes, SDIS, SAMU, etc*
- Démarrage d'un premier outil de géocodage
 - *outils d'évaluation comparaison entre bases et algorithmes*
- Co-design de la plateforme de gestion commune (API+web)
 - « *BANOtour* » en région ou « *BANOCamp* » national
- Développement et déploiement de la plateforme de gestion commune (API + guichet web)

La feuille de route côté données

- Ajout à court terme des lieux-dits (cadastre)
 - *3,8 millions de lieux-dits, dont 800.000 habités*
- Amélioration de la couverture des 6000 communes sans cadastre vectoriel
 - *Extraction en cours, mais données moins précises en X/Y (localisation à la parcelle)*
- Intégration de nouvelles sources d'adresses
- Recherche de « trous » par croisement avec des bases d'adresses sans X/Y

A retenir...

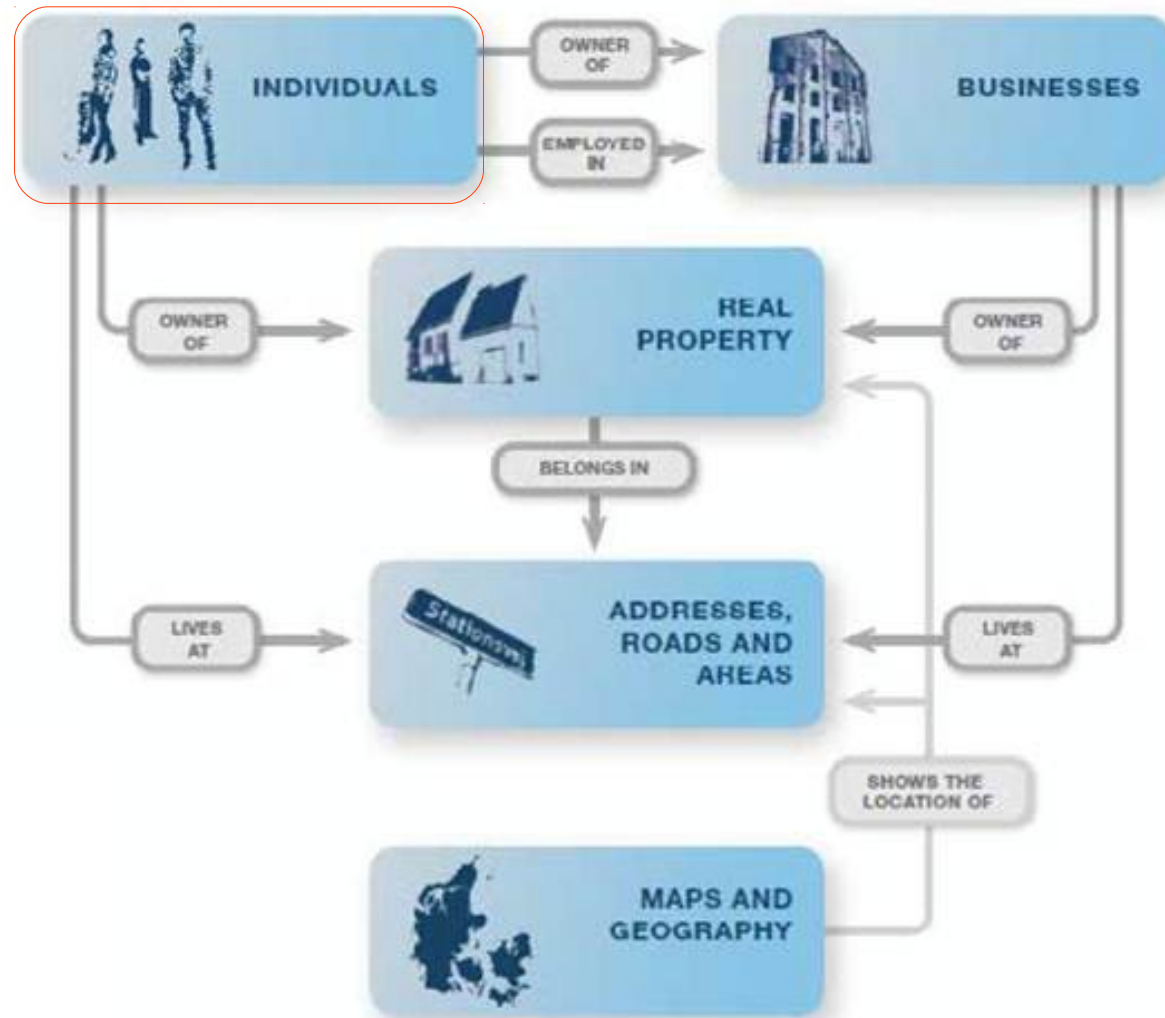
- BANO² partie de la stratégie de modernisation numérique de l'État (registres clé)
- Une plateforme centrée sur des API
- Données libres, ouvertes, gratuites
- Fonctionnement ouvert et collaboratif tant sur les données que le code
 - Principe KISS « Keep It Simple, Stupid »
 - Amélioration continue « Done is better than perfect »

Contact : christian.quest@modernisation.gouv.fr

Le principe des registres « clé » *vers une infrastructure de données*

- Des données stratégiques et critiques
 - De nombreux autres jeux de données en dépendent
- Des registres à l'accès ouvert (libres donc gratuits) pour un usage universel sans contrainte
 - opendata (sauf données personnelles)
- Alimentés au plus près des sources et mise à jour en temps réel
 - Implique un maximum de partenaires publics en officialisant ces registres à un niveau transversal (interministériel)

Exemple « BASIC data » du Danemark



Bénéfices des registres clé pour le secteur public

Modernisation de l'action publique par :

- Co-production : réduction des silos et des coûts
 - Amélioration de la qualité par la collaboration
- Sur le seul registre adresses, le Danemark a évalué les économies réalisées en interne à plus de 60 M€ sur les 5 premières années !
- retombées économiques externes en « bonus »